L'Orient – Le jour 06-06-2020

Grands perdants et faux gagnants de la guerre des prix du pétrole

Par Nicolas SARKIS,

Ce n'est pas la première fois que les prix du pétrole s'effondrent brusquement, provoquant des ondes de choc aussi bien dans l'ensemble des marchés de l'énergie que dans les économies des pays tant producteurs que consommateurs. C'est la première fois, toutefois, que vient s'ajouter aux facteurs qui ont mené aux plongeons inopinés des prix dans le passé, dont notamment un grand surplus de l'offre et l'exacerbation de la concurrence entre les pays exportateurs, un facteur évidemment inattendu : les ravages de la pandémie du Covid-19. Ceux-ci n'étaient pas encore bien perçus quand les pays OPEP et non-OPEP s'étaient réunis les 5 et 6 mars dernier pour examiner une baisse de la production de 1,5 million de barils par jour (b/j), dont un million dans les pays OPEP et un demi-million en Russie et dans les autres pays exportateurs, afin de rééquilibrer le marché. Considérant que cette baisse ne serait qu'une « goutte dans l'océan » du reflux de la demande, la Russie a refusé d'y adhérer tout en proposant d'attendre quelques semaines pour y voir plus clair. Cela a poussé l'Arabie saoudite, qui dispose de la plus grande capacité non utilisée de production (2 millions de b/j), de saisir l'occasion pour imposer son leadership en annonçant une réduction de ses prix et une forte augmentation de sa production. Les conséquences immédiates en ont été une accélération de la chute des prix qui sont tombés, pour le panier des pétroles l'OPEP, de 69,8 dollars le baril au début de janvier 2020 à 26,04 dollars le 26 mars, soit une chute de 63,4 % en moins de trois mois, dans un contexte de fermeture d'usines, de paralysie des transports (surtout aériens), d'un marasme économique général et du confinement de près de la moitié de la population de la planète.

Il a alors suffi d'un tweet de Donald Trump, relatant des entretiens avec Vladimir Poutine et ses « amis » saoudiens sur la nécessité de mettre fin à cette « folle guerre » des prix moyennant une réduction d'au moins 10 millions de b/j, pour que les prix rebondissent de 26 % en quelques heures, sans écarter pour autant d'autres soubresauts. Dans ces conditions d'un marché complètement déboussolé, toute prévision tant soit peu fiable des développements à venir relève de la voyance. Il n'en demeure pas moins que le rappel de quelques réalités de base permet d'entrevoir les tendances probables à long terme.

Érosion de la part du pétrole dans la production énergétique

La conséquence immédiate de la crise actuelle a naturellement été un recul des besoins et une chute des exportations pétrolières, dont l'ampleur et la durée dépendront de la persistance des facteurs qui y ont mené, dont notamment la pandémie. En attendant, les données disponibles indiquent que la demande mondiale s'est contractée de 150 000 barils/par jour (b/j) au cours des deux premiers mois de l'année en cours pour tomber en dessous de 99,8 millions b/j, alors que l'Agence internationale de l'énergie (AIE) prévoyait dans son rapport 2019 un accroissement de 825,000 b/j en 2020.

Du côté de la demande, et sauf imprévu, une reprise était en principe attendue vers la fin de cette année, avec une augmentation légèrement inférieure à un million de b/j en 2021 (contre une prévision de 1,5 million de b/j faite avant la crise) et une progression cumulée de 5 à 5,6 millions de b/j sur la période 2019-2025, dont la moitié en Chine et en Inde. Aujourd'hui, ces prévisions sont compétement dépassées, avec un surplus de l'offre qui galope vers au moins 15 millions de b/j. À savoir que plus de 45 % de l'augmentation attendue de la demande est destinée à couvrir les besoins de la pétrochimie ainsi que du naphta, de l'éthane et du gaz du pétrole liquéfié. Dans le secteur du transport, la demande d'essence et de gas oil devrait continuer à s'aplatir par suite notamment du développement des voitures électriques. On remarquera enfin que la reprise globale de la demande pétrolière se fera forcément par palier dans les différents pays, avec un décalage de trois à cinq mois selon, pour chaque région, la date du retour à la normale des activités économiques et du contrôle de la pandémie.

Du côté de l'offre, et en dépit d'une baisse de la production d'environ 3,5 millions de b/j au cours des dernières années en Iran, en Libye et au Venezuela, elle est longtemps restée excédentaire avant la crise et n'a cessé de peser sur les prix. L'exacerbation de la concurrence entre l'Arabie saoudite et la Russie et leur incapacité à maintenir une entente entamée en septembre 2016 ont déclenché une nouvelle guerre des prix, avec les résultats que nous vivons. À plus long terme, et en attendant la stabilisation du marché, et compte tenu des projets connus d'expansion, les capacités mondiales de production étaient supposées progresser de 5,5 millions de b/j au cours des cinq prochaines années, dont 4,2 millions dans les pays non-OPEP et 1,3 million dans les pays OPEP où la capacité totale de production atteindrait 34,1 millions de b/j en 2025. La progression la plus substantielle était attendue au Brésil,en Irak et dans les Émirats arabes unis, alors que des reculs deviennent inévitables en Russie, au Nigeria, en Angola, en Égypte et en Algérie.

À tout prendre, il est clair que le marché pétrolier sera très amplement approvisionné au cours des prochaines années, avec un excédent dont l'ampleur dépendra de certains éléments imprévisibles comme l'impact final de la pandémie du coronavirus, les sanctions et l'évolution de la situation économique et politique dans bon nombre de pays exportateurs comme le Venezuela, la Libye ou l'Iran.

Mais quels que soient les développements à venir, tout indique que le pétrole restera encore pour l'avenir prévisible la principale source d'énergie, avec toutefois la poursuite d'une lente érosion de sa part par rapport aux autres sources d'énergie. Sur une production globale d'énergie primaire de 13,865 millions de tonnes équivalent pétrole en 2018, la part du pétrole était déjà tombée à 32,3 %, contre 28,3 % pour le charbon, 24 % pour le gaz narurel, 4,4 % pour le nucléaire et 11,5% pour le solaire, l'hydraulique et les autres énergies renouvelables. Étant donnée la part prépondérante du Moyen-Orient dans les réserves prouvées mondiales, cette région restera la principale source des exportations, via notamment le détroit d'Ormuz à destination des pays asiatiques comme la Chine,

l'Inde, le Japon et la Corée dont les besoins d'importation devraient représenter près des trois quarts des importations mondiales en 2040. À eux seuls, les besoins d'importation de l'Inde doubleraient d'ici là.
Cette évolution ne peut qu'accentuer le problème de la sécurité des approvisionnements mis en évidence par les attaques de septembre 2019 contre les installations de l'Aramco qui ont brusquement réduit de moitié les exportations saoudiennes.
Montée en puissance des États, avec une menace sur les schistes
Après être longtemps resté le « parent pauvre » du pétrole, le gaz naturel a fait une percée rapide sur les marchés de l'énergie grâce notamment à de grandes découvertes qui ont abouti à des réserves prouvées qui équivalent à présent à 53 ans de production (contre 49 ans pour le pétrole et 130 pour le charbon), et à l'extension tout aussi spectaculaire des moyens de transport par des gazoducs intercontinentaux et, sous forme liquéfiée, par des tankers supergéants. Quant à l'impact du Covid-19 et de la crise actuelle sur la consommation du gaz, il sera à court terme bien plus faible que celui sur le pétrole. La raison en est que les échanges mondiaux de gaz se font en majeure partie dans le cadre de contrats rendus rigides par leur longue durée de 15 ans ou plus, et incluent une clause de « Take or pay ».

Mais le gaz et l'huile de schiste occupent une position à part du fait que leurs coûts de production bien plus élevés les rendent plus sensibles à l'effondrement des prix du pétrole. Aux États-Unis, il est estimé qu'un prix du pétrole inférieur à 48 dollars le baril exposerait à la faillite les producteurs d'environ la moitié de la production actuelle des hydrocarbures de schistes, surtout ceux qui se sont endettés pour se lancer dans de nouveaux projets. Cette situation explique la dimension éminemnent stratégique du bras de fer engagé entre l'Arabie saoudite et la Russie qui s'estiment toutes les deux menacées par l'irruption des États-Unis comme grand acteur sur le marché énergétique mondial.
Il y a en effet à peine dix ans, personne n'osait imaginer que les États-Unis, qui sont passés au début des années 1970 du statut de grand exportateur à celui d'importateur de pétrole et de gaz, redeviendraient un pays exportateur, grâce précisément à la mise en valeur de l'huile et du gaz de schistes. Cette métamorphose a été la conséquence de la réorientation décidée il y a une cinquantaine d'années par l'administration Nixon (sur l'impulsion de James Akins devenu par la suite ambassadeur en Arabie saoudite). Confrontés au risque de devenir un pays de plus en plus dépendant du pétrole importé, avec un grave danger de talon d'Achille dans le contexte de la guerre froide avec un grand exportateur, l'URSS, le choix s'est porté sur la nécessité de développer les sources nationales d'énergie, moyennant une stimulation des investissements via un accroissement des prix mondiaux. C'était là la cause directe et sine qua non du triplement des prix du pétrole décidé à la fin de 1973 par l'OPEP, à l'instigation des pays membres les plus proches des États-Unis (l'Arabie saoudite et l'Iran du chah). La responsabilité de ce premier choc pétrolier avait alors été imputée par les médias occidentaux aux pays de l'OPEP qui ont passé sous silence le rôle d'instigateur de l'Oncle Sam.
La révolution des hydrocarbures de schistes, rendue possible par des progrès technologiques et des investissements dépassant mille milliards de dollars, ont permis aux États-Unis de redevenir exportateur net de pétrole. Selon les estimations faites en 2019 par l'AIE, l'huile de schiste devait couvrir d'ici à 2030 près de 85 % de l'augmentation attendue de la production pétrolière et le gaz de schiste 30 % de celle de gaz naturel. Il était alors espéré que, dès 2025, la production américaine de ces deux nouvelles sources d'énergie dépasserait le total de la production russe de pétrole et de gaz.
Cette nouvelle donne a complètement rebattu les cartes sur l'échiquer énergétique mondial, avec les États-Unis qui abandonnent leur rhétorique sur le dogme de la libre concurrence et prônent désormais une réglementation du marché, au point d'exhorter leurs amis saoudiens à mettre fin à la nouvelle guerre des prix, tout en agitant même la menace de sanctions pour forcer à un retour à une conduite « raisonnable ».

L'Arabie saoudite peut d'autant moins être insensible à cette exhortation que, non seulement elle n'en a pas, bien entendu, les moyens, mais aussi parce que l'effondrement des prix du pétrole la met dans une situation financière intenable. Alors qu'un prix du pétrole de 83 dollars était considéré comme un prix d'équilibre pour ajuster les dépenses et les recettes, un déficit budgétaire de 49 milliards de dollars était prévu en 2020, déficit qui, sans ajustements, risquait de tripler en 2027…
Pour toutes ces raisons, on est en droit de penser qu'en attendant la fin de la pandémie, le retour à une certaine normalisation du marché pétrolier nécessitera forcément un rééquilibrage de l'offre et de la demande, moyennant une réduction drastique de la production, et la reprise par l'Arabie saoudite de son rôle traditionnel de régulateur, soit de producteur d'appoint (swing producer), avec cette fois-ci le soutien très intéressé des États-Unis.
D'autant plus que la guerre des prix s'est avérée être un hara-kiri dans lequel l'Arabie saoudite a joué l'apprenti sorcier, avec des pertes financières colossales pour elle et pour tous les autres pays exportateurs. Quant aux pays importateurs, ils font en réalité figure de faux gagnants, vu que les profits qu'ils retirent de l'effondrement des prix sont plus que contrebalancés par le freinage des investissements requis pour le développement des capacités de production de pétrole et de gaz, ainsi que par le coup fatal donné à la mise en valeur d'autres sources renouvelables et plus propres et, en conséquence, à l'impératif de lutte contre les ravages de la pollution et du réchauffement climatique.